

COMMUNIQUE DE PRESSE

Relatif à la sortie du Bulletin Thématique du CMC sous le titre

« Persistance des inégalités – Un frein à la croissance »

Le Centre Marocain de Conjoncture a le plaisir de vous annoncer la parution de son dernier rapport annuel « Bulletin Thématique » n° 47 qui met le poids sur les inégalités : Quel impact sur la croissance économique ?, dont voici les principaux axes :

Croissance et inégalités : Efficacité ou égalité, l'inexorable dilemme

Certains prétendent que dans une économie ouverte, c'est l'économique qui détermine le social. Vision, du capitalisme globalisant qui a tendance à privilégier le capital au détriment du travail, à s'accommoder aisément de la présence du capital matériel sur le capital humain et qui ne s'attarde qu'accessoirement sur l'impact véritable sur les populations. Cette représentation repose sur l'idée que l'investissement augmente la production, génère de l'emploi et favorise la distribution des revenus (richesses) par ruissellement à même d'atteindre tout le monde. Théorie dite Trickle down economics, inspirée par l'idée que les cours d'eau ne s'accumulent pas au sommet d'une montagne mais ruissellent vers la base.

Les inégalités au Maroc : Des progrès mais persistance d'importantes dispersions

Les données sur la pauvreté et les inégalités au Maroc se sont multipliées au cours des dernières décennies. Elles émanent de nombreuses sources. Toutes s'accordent pour dire que le pays a enregistré des progrès significatifs dans ces domaines. La pauvreté a baissé, les inégalités aussi. Mais elles n'ont pas tout à fait disparues. Des disparités importantes persistent. Celles-ci sont visibles aussi bien entre les individus qu'entre les territoires. Cette diversité de situation est la résultante des différentes politiques de lutte contre l'exclusion et la précarité menée par le Maroc depuis de nombreuses années. Pour réduire les inégalités en cours il faut mettre en place une stratégie de prévention de leur aggravation et relancer durablement la croissance.

Disparités territoriales : Des écarts importants de niveaux de vie

Les inégalités territoriales sont étroitement liées à la notion de disparité, entendue comme une « différence de niveau dans les domaines économique, social, culturel, etc. ». Au Maroc, les inégalités territoriales restent importantes et dans certains cas préoccupantes. L'économie marocaine demeure fragilisée par un niveau des disparités par milieu de résidence en termes de taux de répartition des infrastructures et des équipements socio-collectifs, des ressources, d'opportunités d'emploi et d'accès aux différents services sociaux de base.

Montée des inégalités : Un frein à la croissance

L'incidence des inégalités de revenus sur le processus de croissance et sa soutenabilité sur le long terme fait l'objet, depuis longtemps, d'un large débat au plan théorique entre différents courants doctrinaux. Mais au-delà des divergences de point de vue à ce sujet, les approches empiriques de la question semblent, pour la plupart, remettre en cause la théorie du « ruissellement » (trickle down economics) selon laquelle les inégalités de revenus sont de nature à favoriser la dynamique croissance. De nombreuses études portant aussi bien sur les économies avancées que les économies en développement établissent en effet un rapport négatif entre, d'une part, la persistance de fortes inégalités de revenus et, d'autre part, les performances économiques sur le long terme. Ce résultat semble s'appliquer également au cas du Maroc où les signes d'essoufflement de la croissance apparus depuis le début de la décennie ne sont pas sans lien avec les progrès insuffisants au plan de la répartition des revenus et de la réduction des inégalités.

Croissance pro-pauvre : Une place essentielle dans le nouveau modèle de développement

Les politiques économiques de bon nombre de pays en développement et même développés se sont trouvées impuissantes pour relever le potentiel de croissance en vue de sortir de la léthargie qui a affecté leur économie depuis la crise financière de 2008. Face aux défis de la mondialisation et à l'imposante diffusion des nouvelles technologies, les modèles de développement suivis se sont heurtés à d'énormes difficultés pour se dépasser et accéder à des trajectoires de croissances fortes et inclusives. Les stratégies et programmes entrepris au Maroc n'ont pas été épargnés et le modèle de développement économique et social qui les sous-tend a commencé à présenter des dysfonctionnements et à montrer ses limites pour apporter les solutions idoines aux problèmes cruciaux de la société, à savoir la répartition équitable des richesses, la pauvreté, l'accès aux soins de santé, la généralisation et la qualité l'enseignement et surtout le chômage des jeunes. Aussi, est-il plus que nécessaire de procéder au renouvellement du modèle de développement national et d'accorder une place essentielle dans ce modèle à la croissance pro-pauvre pour l'élimination de la pauvreté et la réduction des inégalités de revenus, conditions sin qua non à tout développement humain durable.

Justice climatique, pauvreté climatique : Quels enjeux ?

Le changement climatique ne frappe pas tout le monde de la même manière. Les pays pauvres et les populations pauvres sont touchés de manière disproportionnée alors même qu'ils contribuent le moins au réchauffement climatique. Les analyses en terme de justice climatique ou d'inégalité environnementale mettent l'accent sur l'ensemble des inégalités relatives aux ressources et aux nuisances environnementales.

Le changement climatique s'avère être un accélérateur de pauvreté et un facteur important des migrations. Dans les scénarios intermédiaires, le changement climatique induirait 100 millions de pauvres supplémentaires d'ici à 2030 et forcerait 250 millions de personnes à s'exiler d'ici 2050. Trois facteurs de vulnérabilité qui vont s'aggraver avec le changement climatique expliquent ces bouleversements: les chocs sur l'agriculture, les catastrophes naturelles et les problèmes de santé.

Les services collectifs : Vecteurs d'égalité ou facteurs d'exclusion ?

Partout, on s'intéresse actuellement à l'équité dans la distribution des indicateurs socioéconomiques au sein de la population. Ainsi en est-il, par exemple, de la mise en avant des déterminants sociaux de la santé ou encore des origines des disparités dans l'éducation.

Malgré leurs imperfections dans ce sens, les prestations en nature des services collectifs présentent un fort potentiel de réduction des inégalités. En France, ils sont deux fois plus redistributifs que les prélèvements et prestations monétaires. Une tendance similaire est à l'œuvre dans les pays de l'OCDE.

Les données disponibles au Maroc ne permettent pas une évaluation de l'impact global des services collectifs sur les inégalités. Les diagnostics disponibles montrent cependant de nombreux déficits et écarts importants, tant sociaux que spatiaux. Traiter les déterminants sociaux de la santé et les disparités sociales dans le domaine de l'éducation par un système d'enseignement public robuste et inclusif est un défi fondamental.

La Constitution du Royaume consacre pourtant les droits du citoyen à des services publics efficaces, et à l'égalité d'accès à ces mêmes services, dans le respect de la dignité. La Constitution précise par ailleurs que l'engagement des services publics devra être concrétisé dans une charte des services publics qui tarde à venir.

Système socio-fiscal et politique redistributive : Quelle efficacité ?

La politique redistributive opère à travers de multiples instruments faisant appel à la fiscalité, aux prestations sociales et aux transferts courants dans le but de modifier la répartition des revenus générés par l'activité économique et en atténuer les disparités. A côté de son objectif principal de réduction des inégalités, la politique de redistribution vise également la protection contre les risques sociaux liés en particulier à la maladie, à la vieillesse ou à la perte d'emploi, et contribue, à travers la consolidation des revenus des populations vulnérables, à la stabilisation de la conjoncture économique. Au Maroc, l'importance des flux générés par le système socio-fiscal témoigne d'une politique redistributive assez active. Les flux de revenus de transferts bénéficiant aux ménages représentent globalement près de 30% des ressources disponibles à cette catégorie d'agents. L'absence de données précises sur la répartition de la séquence de revenus ne permet pas cependant de mesurer de façon précise l'étendue et la portée de la politique redistributive au profit des différentes catégories de groupes socio-économiques.

Inégalités du genre et développement durable : Des politiques et des programmes publics

L'engagement prôné par le Maroc eu égard au respect des droits de l'homme et des principes Démocratiques se traduit notamment par son implication dans la réalisation des 17 Objectifs du Développement Durable (ODD), qui ont pris la relève des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) arrivés à terme de leur réalisation en 2015. Les ODD, qui ont introduit la justice comme un nouvel angle prioritaire additionnel, visent à opérer plus efficacement pour éradiquer la pauvreté, réduire les inégalités et lutter contre l'exclusion... Ils ont, entre autres, pour domaine d'application la promotion du progrès social et la croissance équitable. L'aspiration au développement inclusif, dans cette vision, passe nécessairement par la réduction des inégalités, particulièrement celles portant sur le genre. Dans ce cadre, la levée des pressions discriminatoires à l'égard des femmes y est considérée comme le pivot de l'interdépendance de l'ensemble des enjeux.

Solidarité territoriale : Politiques publiques et instruments de financement

Les pouvoirs publics accordent de plus en plus une importance particulière à la lutte contre les inégalités territoriales à travers l'effort d'investissement public et la mise en place de fonds et de programmes spécifiques de solidarité territoriale et sociale. Les instruments de financement dédiés à ces programmes ont permis le lancement de plusieurs chantiers et projets structurants, à caractère économique et social, susceptibles d'améliorer le niveau de vie des populations locales et de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale notamment dans le monde rural. De même, et dans le cadre de la mise en œuvre de la régionalisation avancée, des efforts sont déployés pour doter les régions des ressources financières nécessaires afin de renforcer le rôle des régions dans le processus de développement du pays.

Pour toutes informations complémentaires, veuillez contacter le CMC au 05 22 39 50 72 à 75

Email: emconjoncture@menara.ma – Site web: www.cmconjoncture.ma